Communiqué de presse

Mouvement contre le **R**acisme et pour l'**A**mitié entre les **P**euples
43 boulevard de Magenta - 75010 Paris
01 53 38 99 99 - www.mrap.fr - mrap@mrap.fr
@mrapofficiel @MRAPOfficielNational

Journée internationale de solidarité avec la Palestine 29 novembre 2026 : la France doit respecter ses responsabilités

Il n'y a pas à tergiverser. La France est engagée par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide établie en 1948. Pourtant, depuis l'ordonnance de la Cour Internationale de Justice (CIJ) du 26 janvier 2024, les autorités françaises se dérobent à l'obligation qui leur est faite d'agir pour empêcher la commission d'un génocide à Gaza.

En renvoyant aux historiens la charge de qualifier les crimes commis à Gaza, le président de la République a renoncé à qualifier des faits que le Premier ministre a par la suite minimisés. Aucune sanction visant des membres du gouvernement israélien n'a été prise en lien avec le risque génocidaire. Des armes pour lesquelles il n'est pas fondé de prétendre qu'elles seraient uniquement défensives continuent d'être livrées à l'armée israélienne. Ni la France, ni l'UE n'ont jugé opportun de suspendre le traité de coopération entre l'Union européenne et l'État d'Israël alors même que la lettre de celui-ci conditionne son effectivité au respect des droits humains.

Le programme PAUSE dont la vocation est d'accueillir en urgence les artistes et chercheurs en exil est suspendu pour les lauréats gazaouis.

Face à la tragédie à Gaza, à la colonisation à Jérusalem Est et en Cisjordanie évidemment illégale, le MRAP et ses comités locaux sont présents dans de multiples initiatives. Ils le seront encore ce week-end à l'occasion de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien instituée par l'ONU depuis 1977, invitant « les États membres de l'ONU à renouveler leur engagement envers le peuple palestinien et en faveur d'une paix juste et durable ».

Le MRAP continuera d'agir pour que l'État français cesse d'ignorer le droit international et remplisse enfin ses obligations vis-à-vis du peuple palestinien.

Bureau National